

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr. Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
80, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 8 fr. —

M. Wilson à Rome

L'accueil triomphal et sans précédent qu'on a fait à M. Wilson à Rome, serait de nature à éblouir tout autre que le président des Etats-Unis dont la supériorité se manifeste à chaque occasion.

Sans se départir du rôle d'arbitre adopté au début du conflit, M. Wilson ne prend jamais d'autre allure que celle du premier citoyen de son pays et c'est comme tel qu'il parle aux peuples et à leurs chefs. Quant à l'autorité de sa parole, il la doit beaucoup plus à son extrême souci de la vérité qu'à la position qu'il occupe comme chef d'une des plus puissantes républiques de la terre.

Lorsqu'il prend la parole à Rome ou ailleurs, on constate toujours chez lui la même préoccupation : celle de ne pas faillir à sa conscience. Aucune amitié, ni flatterie faite à son amour-propre personnel ne lui font oublier, même pour un instant, son devoir et sa haute mission. Lorsqu'il parla au Quirinal, comme à Montecitorio, il rappela de façon discrète aux hommes d'Etat italiens qu'ils étaient allés trop loin dans leurs revendications. *Amicus Plato sed magis amica veritas*. Avec beaucoup de tact, sur un ton empreint de cordialité intime, il leur dit certaines vérités simples sur le sens desquelles il est impossible de se méprendre. Tandis que le souverain italien s'exprima, en cette occurrence, comme s'il était encore l'allié de la Triplice, discourant au sujet des frontières conquises par l'Italie, « qui seules pourraient lui assurer l'indépendance », M. Wilson, lui, parla de la conscience et de l'esprit d'amitié qui, à l'avenir, devaient présider aux rapports entre les peuples, lesquels, dorénavant unis, avaient le devoir de collaborer en commun. Or, la première condition pour la réalisation de cet idéal auquel l'Italie se donne l'air d'adhérer en principe est l'harmonie entre les nations victorieuses. A l'encontre des alliances pratiquées jusqu'ici, dont l'équilibre intérieur fut défectueux, car il reposait sur l'intérêt et la force brutale. M. Wilson entend former des alliances plus harmonieuses et, partant, plus durables, dont l'équilibre reposerait sur les forces morales : le sentiment de solidarité, d'équité et d'affection. M. Wilson envisage donc la formation d'une Société des Nations où tous les membres seraient loyaux et honnêtes, sans arrière-pensées et animés d'un même esprit d'amitié internationale. Or, il sera bien difficile de concilier cette conception, inspirée par un esprit humanitaire, avec la conception que se font de cette Société M. Sonnino et ses adeptes, conception purement mercantile.

C'est précisément pour se faire mieux comprendre que M. Wilson s'est décidé à aller en Italie prêcher personnellement sa théorie car, au moins chez les peuples ayant combattu pour la justice, il est en droit de compter trouver un terrain propice à la propagation de ses principes. Parmi les Alliés, c'est justement en Italie que le besoin de sa parole se faisait le plus sentir. Car, la veille même de son arrivée, le seul homme d'Etat italien qui acceptât les idées wilsoniennes avait quitté le pouvoir. La retraite de M. Bissolati démontre mieux que tout l'état d'esprit qui règne en ce moment dans la patrie de Mazzini.

Nous tenons, d'une source digne de foi, une intéressante information au sujet du voyage de M. Wilson à Rome. Avant son départ pour l'Italie, de nombreuses personnalités politiques et autres sont venues à la gare saluer le président et, parmi elles, se trouvaient quelques journalistes alliés. L'un d'eux réussit à échanger quelques paroles avec lui. Il attira l'attention de M. Wilson sur les obstacles que rencontrera la réalisation de ses principes en Italie, en raison des visées impérialistes de celle-ci dans l'Adriatique. « J'ai bien approfondi le problème italo-slave, lui aurait répondu le président. Je viens de relire mes notes avant mon départ. J'ai compris les difficultés avant mon départ. J'ai attendus, mais je n'entends rien abdicuer de mes convictions ». Ces paroles sont très caractéristiques et se trouvent confirmées par l'attitude de M. Wilson pendant sa visite en Italie. Son entretien avec M. Bissolati, les allusions faites à l'exagération

des prétentions italiennes et à l'inanité des arguments dont les Italiens appuient leurs excessives prétentions, tout cela semble bien confirmer les propos rapportés plus haut. On a beaucoup craint, dans certains milieux, qu'en Italie on ne réussit à surprendre la bonne foi du président Wilson. Cette appréhension ne se montre pas justifiée. A un esprit aussi avisé que l'est celui du président des Etats-Unis, il n'a pu échapper certains détails caractéristiques de la mentalité qui règne dans la capitale italienne et qui se trouve en contradiction flagrante avec celle qu'il voudrait faire prévaloir en Europe.

Aussi, malgré toutes les sympathies qu'il éprouve pour l'Italie et le peuple italien, M. Wilson n'a pu s'abstenir de parler à plusieurs reprises des erreurs de la politique de Consulta et de ses visées impérialistes. Ses allusions à la population d'origine et de langue italiennes habitant les Etats-Unis et que ceux-ci entendent garder sous leur souveraineté, son allusion à l'indépendance des Etats balkaniques, tout cela démontre bien que M. Wilson a su profiter de l'occasion pour donner quelques leçons de politique aux amis italiens. Connaissant bien le caractère des Italiens pour l'avoir longtemps observé chez les émigrés des Etats-Unis, il se rend compte qu'il a à faire à un peuple d'artistes. Comme ces derniers, les Italiens ne sont jamais tout à fait sincères. Leurs hommes d'Etat surtout, ont toujours fait du théâtre en matière politique, abusant des paroles et des gestes. Une année ne s'est-elle pas à peine écoulée depuis les réceptions solennelles de Campidoglio où des manifestations splendides — semblables à celles par lesquelles on vient d'accueillir M. Wilson — furent organisées en l'honneur des représentants des nations opprimées. Les discours prononcés par ceux-ci furent salués par de frénétiques applaudissements. Ce furent alors les mêmes personnages politiques italiens qui jouèrent les premiers rôles. On sait quel fut l'épilogue des manifestations bruyantes de ces « convertiti » italiens. L'Italie « libératrice » s'est empressée d'occuper le littoral habité par les Yougoslaves !

M. Wilson n'ignore pas cela. Il voit ce qui se passe non seulement sur la scène mais aussi derrière les coulisses. C'est pourquoi il a voulu devancer ses partenaires en leur montrant qu'il connaît bien leur jeu. Et il y a réussi.

M. D. Marincovitch.

Une protestation contre l'occupation italienne

Le meeting des Serbes, Croates et Slovènes, tenu à Berne, le 2 courant, a décidé :

1. d'envoyer un appel télégraphique au président Wilson, pour demander son intervention dans le conflit italo-serbe ;

2. de remercier les journalistes suisses qui ont servi la cause de la justice et de l'humanité en défendant les droits imprescriptibles de la population yougoslave des rives de l'Adriatique, à une vie indépendante ;

3. de faire appel à la presse suisse, la seule qui puisse en ce moment discuter librement le grave conflit qui vient d'éclater entre l'Italie et l'Etat sud-slave, pour qu'elle continue à contribuer à l'établissement d'une paix juste dans ce coin de l'Europe où elle est présentement particulièrement menacée, en informant l'opinion publique mondiale de la situation terrible créée à la population sud-slave de l'Adriatique par une occupation étrangère, — occupation accueillie, d'après l'aveu des journaux italiens eux-mêmes (« Corriere della Sera »), avec hostilité — et qui a déjà provoqué de sanglants désordres. Les Slaves du Sud feront tout leur possible pour éviter la guerre avec un pays à la victoire duquel ils ont contribué par leur sang versé, mais ils ne permettront jamais que les sacrifices inouïs supportés par eux et par la Serbie pour abattre l'Autriche, n'aient pour résultat que de faire passer leurs compatriotes d'un esclavage à un autre.

LE COMITÉ : Pavlovitch, président de l'Association des étudiants sud-slaves ; Dr. Radosavljevitich (Serbie), Katchitch (Dalmatie), Heykiss (Slovénie), Guérassimovitch (journaliste de Serbie).

Le « salut » de la Bulgarie

La propagande bulgare a lancé ces jours derniers la nouvelle que Sofia aurait demandé à Prague de vouloir bien servir d'intermédiaire dans une réconciliation serbo-bulgare. Voici ce qu'il y a de vrai dans cette nouvelle et quels sont les dessous de cette dernière manœuvre bulgare. Dans le journal bulgare *Zaria* un certain Dr. Krsteff, a publié un article intitulé : *Où est le salut ? qui indique déjà par son titre le but poursuivi par l'auteur. M. le Dr. Krsteff écrit : « Nous devons avouer à haute voix notre honte et notre culpabilité pour avoir le droit de parler de nos mérites, de notre dure lutte avec le criminel couronné et des fautes de l'Entente... Qui, c'est une honte pour nous que le peuple bulgare, au lieu de tourner ses armes contre ceux qui l'ont envoyé à l'abattoir, les ait suivis, sans protestation, comme des moutons, et ait combattu contre ceux à qui il devait sa reconnaissance, qui ont été disposés à satisfaire ses justes aspirations et auxquels il demande aujourd'hui grâce et justice. » Le Dr. Krsteff cherche ensuite à prouver que la guerre a été engagée contre la volonté du peuple qui, non organisé et sous le coup de persécution, n'a pu se soulever. Il termine par un appel au peuple et au gouvernement dans lequel il demande :*

1. — Le ralliement sans conditions à l'Entente ;

2. — Le rétablissement immédiat des relations avec les Etats slaves de l'ancienne monarchie dualiste ;

3. — L'intercession amicale du gouvernement tchéco-slovaque auprès du gouvernement du royaume serbo-croate-slovène, en faveur d'une entente avec la Bulgarie et de la réunion de ce pays au royaume sud-slave, sur le pied d'égalité ;

4. — Une enquête parlementaire sur tous les crimes militaires et civils de l'ancien gouvernement, commis sur le front et à l'arrière, ainsi que sur les crimes des autorités militaires et civiles dans les territoires de la Serbie occupée, en Macédoine et en Thrace, et le renvoi de tous les coupables devant les conseils de guerre.

Un journaliste tchèque, M. Jaroslav Urban, qui s'est rendu de Sofia à Prague, par Zagreb, a complété les propositions de Krsteff en communiquant la déclaration suivante que lui a faite M. Daneff : « Dans la Yougoslavie nous pouvons saluer l'union cordiale de la grande nation slave. L'établissement de relations amicales entre la Bulgarie et la Yougoslavie serait un grand succès pour les Slaves balkaniques. Nous désirons que les Tchèques servent d'intermédiaires, si leur intervention aboutissait, on arriverait à une union étroite entre les deux pays, la Yougoslavie et — la Bulgarie ! » (« *Hrvatska Ričteča* » du 20 décembre 1918).

Nous répondrons dans notre prochain numéro à ces tentatives posthumes des Bulgares d'échapper à leur sort. Nous dirons cependant d'avance que les Bulgares se trompent lourdement s'ils s'imaginent réellement que le peuple serbe puisse avoir quoi que ce soit de commun avec eux. Le « slavisme » bulgare, nous ne le connaissons que trop bien. Le jeu est par trop transparent pour pouvoir réussir. Quant à M. Daneff, il a fait ses preuves à Budapest, en 1912, lorsqu'il conspirait avec Tisza contre la Serbie. Cet « apôtre » de la solidarité slave devrait plutôt aller à Ebenthal, chez son Ferdinand, au lieu de s'efforcer de s'approcher de Masaryk.

Le discours de M. Pichon

La Chambre des députés française a consacré sa longue séance du 29 décembre dernier aux débats relatifs à la politique extérieure de la France. Les discours qu'ont prononcés MM. Pichon et Clemenceau méritent surtout d'être signalés. M. Clemenceau a exposé, avec sa franchise habituelle, ses idées sur la politique internationale et les mesures que la France meurtrie doit prendre pour se prémunir contre de nouveaux attentats contre son existence. M. Pichon, ministre des affaires étrangères, après avoir défendu et justifié la politique du gouvernement, a passé en revue toutes les questions importantes que la guerre et la victoire ont mises à l'ordre du jour.

Il a rappelé en premier lieu la disparition de l'Autriche-Hongrie. L'idée dont le peuple serbe s'est fait depuis longtemps le défenseur sincère et intrépide et que nous avons interprétée ici-même, l'idée que l'existence de la Monarchie habsbourgeoise était nuisible, triomphe aujourd'hui et ce n'est pas une petite satisfaction pour la Serbie d'avoir entendu le ministre des affaires étrangères français prononcer ces paroles : « L'Autriche a mérité sa destinée. Ne la plaignons pas, ceux qui croyaient à l'utilité de son existence comme contre-poids et qui comprennent aujourd'hui la vanité de cette conception, ne regrettent pas son effondrement ». En effet, l'Autriche avait trop souvent fait frémir le monde en faisant résonner le sabre de Guillaume II pour que quelqu'un pût pleurer sur sa tombe. L'Autriche-Hongrie, ce dernier souvenir de l'époque féodale, n'a jamais voulu comprendre que son existence même était une anomalie, un outrage au siècle où nous vivons. Et au lieu d'être heureuse de pouvoir encore être comptée parmi les Etats vivants, telle qu'elle était, l'Autriche dont la voracité aveugle convenait aux visées pangermanistes en Orient, se proposait de nouvelles

conquêtes. Pendant les dernières dix années, elle ne faisait que chercher un prétexte pour provoquer la guerre que la Germanie jugeait indispensable à la réalisation de son rêve de domination mondiale. En 1908, lorsque l'Autriche, avec la complicité de la Bulgarie, attenta à l'intégrité du traité de Berlin et amputa le corps du peuple serbe par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, elle faillit mettre en flammes le monde entier. Grâce à l'intervention de la France et à l'esprit de sacrifice dont la Serbie s'inspira au nom des intérêts supérieurs, la paix fut quand même sauvagée.

« En 1913, dit M. Pichon, l'empire des Habsbourg a tenté de profiter des difficultés balkaniques pour provoquer un nouveau conflit et c'était chose faite sans la volonté pacifique de l'Italie ». C'est avec la jalousie d'un poitrinaire mourant, que l'Autriche avait vu la jeune Serbie sortir glorieuse et florissante des guerres balkaniques. La Serbie grande et admirable aux yeux de ses fils qui se trouvaient sous le joug austro-magyar, la Serbie, flambeau de la civilisation dans les Balkans, la Serbie, réfractaire au germanisme, devait disparaître du chemin de la poussée germanique en Orient. L'attentat de Sarajévo en 1914, qui, selon la remarque très juste de M. Pichon, n'est pas encore suffisamment éclairci, a fourni à l'Autriche l'occasion de provoquer la calamité qui devait engloutir la Serbie et établir l'empire mondial germanique. « Enfin l'Autriche, au cours de la présente guerre, n'a cessé, dit M. Pichon, d'être la complice et l'alliée fidèle de l'Allemagne ».

M. Pichon a cru aussi utile de dissiper les illusions des démocrates et républicains tardifs de Budapest. Les manœuvres du comte Karolyi en vue de maintenir l'intégrité de l'Etat hongrois au prix de la liberté des autres peuples, ont échoué.

« De l'empire des Habsbourg, dit M. Pichon, il ne subsiste qu'une faible partie allemande et une Hongrie purement magyare ». Toutes les promesses qu'avait prodiguées le comte Karolyi n'ont pas pu attendrir les peuples endurcis par une longue et amère expérience, de même qu'elles sont restées sans effet auprès des Alliés. La Hongrie sera ramenée dans ses frontières ethniques et se présentera à l'avenir comme Magyarie.

« Nous voulons une Pologne entièrement restaurée, a dit ensuite M. Pichon, avec un accès libre à la mer. Et nous poursuivrons notre effort dans ce but, d'accord avec le Comité national polonais, reconnu par les Alliés comme un gouvernement régulier... Les premiers nous avons reconnu l'Etat tchéco-slovaque, Massaryk, Kramarcz, Bénès et nous avons créé l'armée tchéco-slovaque ». En ce qui concerne les Serbes, Croates et Slovènes, « l'Etat yougoslave s'est constitué sous la direction des Serbes et de la dynastie des Karagevitch ; il est, pour les Alliés, un appoint considérable de force et une garantie nouvelle de sécurité ».

On ne peut que se réjouir de ces paroles si cordiales à l'adresse des peuples libérés.

Passant aux affaires balkaniques, M. Pichon a dit :

« La défaite bulgare procurera à nos frères serbes, grecs et roumains, la satisfaction de leurs espérances, ce qui augmentera dans cette partie de l'Europe la liberté fondée sur les amitiés fortement cimentées au cours de cette guerre ».

Nous sommes heureux d'apprendre que M. Pichon approuve la thèse que nous avons toujours soutenue. La seule garantie contre l'agression bulgare-germanique, c'est l'amitié étroite entre les Serbes, Grecs et Roumains. Malgré la défaillance momentanée grecque et roumaine, nous n'avons jamais cessé de défendre la politique qui a été couronnée par le traité de Bucarest de 1913, car elle est le seul moyen d'assurer la paix et la prospérité dans les Balkans.

Notons enfin que M. Pichon n'a fait aucune allusion au sujet des rapports italo-sudslaves. La réserve observée par le distingué homme d'Etat français est compréhensible, vu que la France a signé le malheureux traité de Londres. Cela ne nous empêche pas d'exprimer notre ferme conviction que le gouvernement de la Grande Nation saura concilier les droits du peuple serbo-croate-slovène avec le respect d'un traité rendu caduc par la force des choses.

M. T.

La notification de la création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

Le gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a adressé à tous les gouvernements alliés et neutres la notification suivante :

Conformément à la décision du comité central du Conseil national de Zagreb, représentant l'Etat de tous les pays serbes, croates et slovènes qui appartenaient à l'ancienne monarchie austro-hongroise, une délégation spéciale s'est rendue à Belgrade, le 1^{er} décembre.

Dans une adresse solennelle à S. A. R. le prince héritier, elle a proclamé l'union en un seul Etat de tout le peuple serbe, croate et slovène de l'ancienne monarchie dualiste avec le royaume de Serbie, sous le règne de S. M. le roi Pierre et sous la régence du prince Alexandre.

Dans sa réponse à cette adresse, S. A. R. le prince héritier a proclamé l'union de la Serbie avec l'Etat indépendant des Slovènes, Croates et Serbes susmentionnés en un royaume, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Il a déclaré en accepter la régence et a promis de former un gouvernement unique.

Le 17 décembre, S. A. R. le prince héritier a reçu également une délégation du Monténégro. Cette délégation lui a remis les décisions de la grande Assemblée nationale du Royaume du Monténégro en date du 26 novembre. Par cette décision, S. M. le roi Nicolas I^{er} et sa dynastie sont déclarés déchus de tous leurs droits au trône de Monténégro, le royaume du Monténégro est réuni à la Serbie sous la dynastie des Karagevitch.

Par le fait de cette réunion, il entre ainsi dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

S. A. R. le prince héritier a déclaré accepter ces déclarations avec émotion et reconnaissance.

Un gouvernement unique pour le nouveau royaume a été formé le 21 décembre.

Les légations, consulats et autres missions du royaume de Serbie prendront, dès aujourd'hui, le titre de légation, consulat, etc., etc., du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le gouvernement royal est fermement convaincu que sa communication sera accueillie avec sympathie, l'union de tout le peuple serbo-croate-slovène en un seul Etat résultant du droit imprescriptible de chaque peuple de disposer de ses destinées.

Le « Secolo » belliqueux !

Le « Secolo » du 22 décembre, mécontent du démenti donné par M. Sv. Pribitchevitch à M. Magrini pour les paroles qu'il lui a attribuées, écrit :

« On ne peut discuter de l'appartenance ethnique de nos villes où elle se montre avec évidence, comme c'est le cas pour Pola, Zara et Fiume. Contre celui qui a l'audace de méconnaître ou de mettre en doute l'italianité de Trieste, nous, d'accord avec toute notre nation (c'est ce que ne doivent pas ignorer nos amis sudslaves), sommes disposés à nous battre avec de bonnes raisons, avec des arguments persuasifs et, au besoin aussi avec des fusils. »

Le « Secolo », si pacifique en général, s'empare sans motif plausible. La question ethnique est facile à résoudre et l'on n'a pas besoin de fusils pour cela. A Zara, les Italiens possèdent effectivement une faible majorité, mais, que le « Secolo » nous excuse, à Fiume, il y a 25.000 Italiens et 26.000 Croates, d'après l'« Unità » de décembre dernier. Et l'« Unità » n'est pas un organe serbe.

La rédaction du « Secolo » le sait mieux que nous. Si l'on ajoute à Fiume l'arrondissement environnant de Volosca, avec 50.000 Serbo-Croates et à peine 1000 Italiens, on s'aperçoit vite du véritable caractère de cette ville, qui fait partie intégrante de la Croatie, qui n'a jamais appartenu à

l'Italie et qui ne pourra pas non plus lui être attribuée en l'an 1919, qui est l'an du Droit et de la Justice.

En ce qui concerne Trieste, les Italiens y possèdent une majorité évidente, mais les Slovènes y vivent également au nombre imposant de 59.000. Et les environs de Trieste sont slaves. Si l'on veut être juste, il faut reconnaître que Trieste est une ville à population mixte, avec majorité italienne. En constatant ce fait, nous exprimons une vérité qui peut être désagréable aux Italiens, mais qui est pour nous très importante, parce qu'il s'agit du sort de nos frères que nous ne pouvons pas livrer tout simplement à la systématisation italienne si àprement réclamée par M. Barzini dans le « Corriere della Sera ».

Le traité secret entre l'Entente et la Roumanie

Le comité parisien des Roumains a eu la malheureuse idée de rappeler, dans une résolution en faveur de l'union des régions roumaines de la Hongrie au Royaume de Roumanie, le traité secret conclu en 1916 entre la Roumanie et l'Entente et d'en demander l'exécution. Nous avons cité déjà l'opinion du « Temps » qui considère, à juste titre, ce traité comme périmé par suite de la conclusion de la paix de Bucarest. Or, de nouveau, le « Temps » du 4 janvier, dans une correspondance de Londres, relative à la représentation de la Roumanie à la Conférence de la paix, souligne le fait que « le traité secret de 1916, conclu entre l'Entente et la Roumanie, a cessé d'exister ».

Pour nous, même si la paix séparée de Bucarest n'avait pas été signée, ce traité de 1916, conclu derrière notre dos et à nos dépens, n'aurait aucune validité. Il partagera donc le sort de son cousin de Londres (de 1915). Mais ce qui est caractéristique, c'est que les Roumains, qui demandent aux Alliés, et par conséquent aussi à la Russie, l'exécution des clauses du traité de 1916, prétendent en même temps à la Bessarabie qui est en droit une province russe.

Il est à souhaiter que nos amis roumains abandonnent ce terrain glissant et qu'ils reviennent franchement à la politique d'entente serbo-roumaine de 1913, politique qui a augmenté le prestige de la Roumanie et qui exclut, par sa nature même, toute convoitise sur les régions serbes du Banat.

Interviewé par le directeur de « La Revue des Balkans », au sujet des traités que la France et l'Angleterre avaient conclu avec la Roumanie et l'Italie en vue de leur participation à la guerre, traités qui paraissent aller à l'encontre des intérêts yougoslaves, M. Vesnich, ministre de Serbie à Paris, a déclaré :

« Je vous avoue franchement que ces deux traités ne nous préoccupent pas outre mesure. D'abord parce que nous avons une entière confiance dans la sagesse et dans l'esprit de justice de nos alliés et ensuite parce que deux erreurs fondamentales reposent à la base même de ces traités :

1^o Nous n'avons pas été présents à leur élaboration ; ils n'engagent par conséquent que les parties contractantes, qui n'avaient aucun droit de disposer de notre sort au moment même où nous luttions à leurs côtés avec la loyauté et le dévouement que vous connaissez.

2^o Ces traités ont un caractère secret qui leur enlève toute leur valeur devant une Conférence de paix résolue à s'inspirer des principes wilsoniens. Vous savez qu'un des plus importants de ces principes est celui qui se refuse à admettre, sous quelque forme que ce soit, la diplomatie secrète. »

La « Roumanie », même après la protestation de M. Frano Cvjetisa, continue de publier la carte chauvine de M. Atanasiu, mais, cette fois-ci, sans mentionner M. Cvjetisa comme source. Nous avions espéré que la rédaction de notre excellent confrère s'abstiendrait de publier une carte qui n'a rien de probant, et nous constatons avec regret que cet espoir a été vain.

Une question qui se pose

M. Luigi Barzini, du « Corriere della Sera », revient pour la troisième fois sur sa proposition au gouvernement italien de procéder immédiatement à la systématisation de Trieste. Il s'étonne du grand nombre de Slaves à Trieste et demande aux autorités d'y mettre un terme. Que le « Corriere della Sera » patronne de telles suggestions anti-slaves, c'est un de ces paradoxes que l'on constate à chaque instant dans la politique italienne. La question de Trieste n'est pas encore résolue et M. Barzini voudrait déjà aujourd'hui, étrangler la minorité slovène dans la ville même. Qu'est-ce qu'elle aura alors à subir après la paix si Trieste est attribuée à l'Italie ?

Nous lisons d'autre part dans la « Stampa » du 25 décembre que les offices de propagande italiens ont été transférés de Milan à Trieste et que dans cette dernière ville la propagande italienne, sous la direction du professeur Porro, sera bientôt rigoureusement poursuivie avec l'appui puissant de Son Altesse le duc d'Aoste, du gouverneur général Pettiti di Roceto et du maire de Trieste, l'avocat Valerio. Quelle propagande entendent faire les Italiens à Trieste et en Istrie ? C'est ce que nous aimerions à savoir. Que cette propagande soit parfaitement inutile et inefficace, c'est ce que les Italiens ne manqueraient pas de constater eux-mêmes, mais alors il pourrait être trop tard. Que l'on y réfléchisse à la Consulta.

En fêtant la Noël dans la liberté

— La solidarité serbo-greco-roumaine —

La société des étudiants serbes, croates et slovènes « Vila » à Genève, avait organisé pour la veille de Noël, au restaurant serbe de la rue du Rhône, un petit dîner intime, pour fêter la première Noël de la liberté. Plusieurs discours furent prononcés, exprimant tous notre grande joie de la délivrance et de l'union intégrale de toute la nation serbo-croate-slovène.

Un de nos amis grecs, M. le Dr Zogha, de la Faculté de médecine de Montpellier, qui était des nôtres, a adressé à cette occasion aux étudiants sudslaves et aux autres convives, une allocution dont nous reproduisons les passages suivants :

« Je me réfère à la conclusion de la conférence que j'ai faite à Genève, le 9 décembre 1916, sur l'« Avenir de l'Hellénisme », ainsi formulée :

« L'Hellénisme libéré et restauré, reconstituera la Grande Grèce une et unie qui, avec sa fidèle alliée, la Grande Serbie et leur alliée naturelle de demain, la Grande Roumanie, formeront le rempart de la civilisation dans les Balkans contre lequel, selon les principes wilsoniens, aucune idée de despotisme ou d'impérialisme d'où qu'elle vienne, ne pourra prévaloir ».

FEUILLETON

Les relations serbo-grecques

par St. STANOYEVITCH
professeur à l'Université de Belgrade

La domination turque sur les peuples serbe et grec, qui a duré plusieurs siècles, a aplani et supprimé tous les différends qui existaient entre eux au Moyen Age. L'esclavage turc a créé des circonstances, des relations et une disposition des forces toutes nouvelles, non seulement en ce qui concerne les peuples serbe et grec eux-mêmes, mais aussi leurs relations mutuelles. Leurs aspirations, leurs disputes, leurs idéals moyenâgeux se sont dissipés ; l'esclavage turc a nivelé tout cela, et d'autres tendances, d'autres nécessités, d'autres idéals ont prévalu.

Le malheur commun a rapproché les Serbes des Grecs. Les anciens différends, une fois oubliés, ils se sont trouvés liés par les souffrances communes d'un esclavage pénible et par la commune aspiration de la délivrance. Et lorsque le temps est venu de commencer la lutte pour la délivrance, on pourrait supposer, avec raison, que les Grecs et les Serbes seraient prêts à travailler ensemble à cette œuvre. Leurs intérêts étaient identiques et la surface de frottement minime.

Mais il n'en fut pas ainsi. Dans leur lutte contre la domination turque les Serbes et les Grecs du XIX^e siècle ont toujours marché en sens contraire, de même qu'aux XIV^e et XV^e siècles, lorsqu'il fallait défendre leur vie et leur liberté contre les Turcs conquérants. Depuis le commencement de leur lutte pour la liberté, et à travers tout le XIX^e siècle, la Serbie et la Grèce n'ont pu se mettre d'accord en aucune manière sur leur politique et n'ont pas su harmoniser leurs intérêts.

Ceci se voit naturellement le mieux dans leurs relations respectives avec la Turquie et dans les principes qui ont régi leur

politique extérieure du XIX^e siècle. En 1804 les Serbes se sont révoltés contre les Turcs et ont mené, durant dix années entières, sans relâche, une lutte difficile et inégale pour leur liberté. Pendant tout ce temps le peuple grec resta calme et n'intervint, en aucune manière, dans les pénibles luttes des insurgés serbes. Abandonnée de tous, la Serbie fut vaincue. Mais moins de deux ans après, les Serbes se révoltèrent de nouveau et s'affranchirent. En Grèce et dans les Balkans, pendant cette deuxième insurrection serbe, le calme régna encore en tous lieux.

Cependant, quelques années plus tard, en 1821, les Grecs s'insurgent pour conquérir leur indépendance en des combats héroïques. Mais la Serbie, à peine fondée, jalouse de ses avantages et de ses privilèges, ne fait rien pour soutenir l'insurrection grecque. A la suite de ces événements, la paix règne plus d'un demi-siècle entre la Turquie, la Grèce et la Serbie, alors que pendant cette période la Russie, protectrice naturelle de la Serbie et de la Grèce, fait deux fois la guerre à la Turquie.

De grands mouvements éclatent de nouveau au milieu du XIX^e siècle en Turquie : les Serbes de l'Herzégovine se révoltent plusieurs fois, et en 1876, la Serbie et le Monténégro entreprennent en guerre contre la Turquie. Laissée à elle seule, la Serbie fut battue par les Turcs. Seulement, lorsque l'année suivante (1877), la Russie recommença la guerre contre la Turquie, la Serbie intervenant de nouveau dans la lutte, aidée cette fois la Russie. Mais dans ces deux guerres, la Grèce resta neutre. Et il est, de toute évidence que lorsque la Grèce voulut entrer en campagne contre la Turquie (1881), elle ne put nullement compter sur la participation et l'aide de la Serbie. De même, lorsque quinze ans plus tard, la Grèce mena la guerre contre les Turcs (1897), la Serbie demeura spectatrice plus qu'indifférente de cette lutte si inégale, dans laquelle naturellement la Grèce sombra.

Ainsi à travers tout le XIX^e siècle la Serbie et la Grèce, dans leur lutte contre la Turquie, s'abandonnèrent constamment à leurs propres ressources et combattirent isolément un ennemi commun et plus fort. Quelquefois même, la situation difficile de l'une fut mise à profit par l'autre pour obtenir quelques concessions des Turcs.

Le moment est moins que jamais opportun pour récriminer ; mon intention et ma tâche ne sont pas de rechercher à qui en est la faute. La responsabilité de ces fautes — on pourrait, plus exactement, dire de cette étroitesse de vues et de conception, de la non-compréhension des circonstances et de leurs intérêts — doit être répartie entre les deux parties. Mais c'est là chose secondaire. La principale leçon des faits est que les hommes d'Etat de la Grèce et de la Serbie n'ont pas compris une seule fois, à travers tout le XIX^e siècle, dans des moments critiques, que leurs intérêts étaient tout-à-fait identiques en matière de politique extérieure et que les deux Etats devaient par conséquent et toujours marcher ensemble pour défendre leurs intérêts communs.

En réalité, ils serait plus juste de dire qu'ils concevaient leur devoir, mais d'une façon toute théorique. De très bonne heure, à peu près depuis le commencement de la lutte du peuple serbe pour sa liberté, et surtout depuis la fondation du royaume des Hellènes, tous les représentants les plus en vue des peuples serbe et grec ont reconnu que dans leur politique extérieure, et surtout vis-à-vis de la Turquie, les intérêts de la Serbie et de la Grèce étaient identiques et que, dans ces conditions, dans toutes les questions leur action devait être commune.

En raison de ces circonstances, ils se sont recherchés les uns les autres en nouant des relations, en se rencontrant et en se concertant. Plus tard, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, lorsque la dislocation de la Turquie devint de plus en plus évidente et lorsque les Etats serbe et grec prospérèrent dans tous les sens, leurs relations mutuelles commencèrent même à prendre des formes plus concrètes et l'on commença à travailler afin que la conscience de leurs intérêts communs put être établie d'une manière pratique.

Ainsi vers 1860 des négociations entre la Serbie et la Grèce furent entamées de temps à autre, en vue d'une action commune contre la Turquie et, le cas échéant, en vue d'une aide mutuelle. Malgré les obstacles et les difficultés de toute sorte qui s'y opposaient, la Serbie et la Grèce arrivèrent à conclure de véritables alliances. Ce travail trouva notamment un terrain particulièrement favorable sous le règne du prince Michel de Serbie (1860-

Il serait bon d'examiner quels sont les bénéfices que pourront retirer de leur victoire les trois États balkaniques, Serbie, Grèce et Roumanie, qui ont peiné, souffert et combattu aux côtés des puissances libérales de l'Entente. Après toutes les luttes, les souffrances et les sacrifices si vaillamment supportés et qui auront — il faut l'espérer — comme récompense, la libération de leurs frères opprimés, il reste aujourd'hui à réaliser le rêve conçu depuis longtemps par les meilleurs patriotes de ces pays, feu Tricoupis, Pachitch, Take Jonesco et Venizelos : c'est-à-dire une alliance forte et sincère comprenant la Grande Serbie, la Grande Roumanie et la Grande Grèce, alliance qui deviendra demain le flambeau de la civilisation et de la démocratie dans cette péninsule balkanique si durement éprouvée et qui assurera une paix sûre et durable. Le but de ce groupement si naturel et si nécessaire ne sera point une hégémonie ou une menace contre qui que ce soit, mais une garantie morale politique et économique.

En ma qualité d'Hellène, je dois être l'interprète de la volonté de tout l'hellénisme libre et irrédimé, dans l'opinion publique comme dans l'esprit des gouvernants, en souhaitant de voir la conclusion et le scellement de cette alliance. La sécurité, la civilisation, le progrès, la vie économique, le bien-être des populations ne seront plus possibles dans les Balkans sans la réalisation de cette idée, surtout en présence de cette Bulgarie aussi insociable et haineuse dans la défaite qu'elle eût été arrogante et cruelle dans le succès.

Serbes, Hellènes et Roumains, séparés pendant longtemps par la Turquie n'avaient pas eu l'occasion et la possibilité de mieux se connaître. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Sur les champs de bataille de la Macédoine et du Danube et dans des territoires amis à Corfou, à Athènes, en France, en Angleterre et surtout en Suisse où tant de réfugiés ont trouvé, malgré les restrictions dues à la grande guerre, la plus généreuse hospitalité, la fraternisation de ces peuples a pu se réaliser par l'affinité de la culture, des mœurs et le caractère commun qui les rapprochent. Il ne reste plus qu'à resserrer davantage ces liens d'amitié et à les rendre invulnérables par les futures relations morales, sociales et économiques et surtout « maritimes », puisque la Grande Serbie aura aussi demain son importante marine marchande à côté de celles de la Grèce et de la Roumanie déjà si florissantes.

Maîtresses par conséquent des trois mers qui baignent leur patrimoine, l'Adriatique Orientale, la mer Egée, la mer Noire Occidentale et avec la liberté des Détroits et du Danube, et l'Acropole — express qui vient d'être créé, ces trois puissances balkaniques, unies et alliées, pourront retirer demain, par leur collaboration, des avantages économiques et moraux énormes et par leur alliance définitive, obtiendront dans les Balkans une paix démocratique et solide qu'aucune idée d'hégémonie ou d'impérialisme ne pourra plus troubler.

Sentinelles avancées en Orient de cette autre Grande Alliance qui vient de se conclure en Occident entre la France et l'Angleterre, la future alliance gréco-serbo-roumaine, à laquelle pourrait s'ajouter demain la jeune Albanie, ne pourra porter aucun ombrage ou préjudice à la future « Ligue des Nations ». Tout au contraire, elle ne fera que la fortifier.

La trahison bulgare était bien préméditée

La « Frankfurter Zeitung » du 4 octobre 1918 publie l'information suivante sur la politique de la Bulgarie :

« Les « Isvestia », l'organe du comité exécutif bolchéviste, publie de nombreux documents sur les pourparlers bulgares relatifs à la paix séparée, qui ont eu lieu déjà en janvier 1917. D'après les indications des « Isvestia », la correspondance très confidentielle entre l'Entente et la Bulgarie remplit quatre gros cahiers. La matière en est si volumineuse que pour le moment il n'en peut être publié qu'un extrait. D'après les documents publiés, ce ne

sont pas seulement Malinoff et ses partisans, mais encore le Tsar Ferdinand et son dévoué serviteur Rizof qui jouent un rôle extraordinaire dans ces pourparlers de paix séparée. Un télégramme confidentiel du ministre russe à Stockholm en date du 26 janvier (8 février) 1917 (No 32) signale la visite inattendue de Rizof venu à Stockholm sous un faux nom et un faux passeport pour se mettre en relations avec l'Entente. Il est caractéristique qu'à la fin des pourparlers ce monsieur prit très instamment le ministre russe Nekliouloff de ne pas le dénoncer, c'est-à-dire de ne pas faire connaître sa démarche, lui disant qu'il était père de famille, sans moyens personnels d'existence et qu'il pourrait perdre sa place. Il ressort d'une dépêche confidentielle du ministre russe à Christiania, du 23 janvier 1917, que Rizof est allé aussi à Christiania chargé de la même mission.

Un certain nombre de télégrammes secrets de la légation russe à Berne des mois de mars et avril 1917, donnent d'autres indications sur les pourparlers que les partis bulgares (démocrate, radical, nationaliste et « large socialiste ») soutenus par le ministre-président actuel Malinoff, avaient entamés en Suisse avec des représentants de l'Entente. M. Bagaroff, membre du Sénat bulgare raconte, entre autres, que le roi Ferdinand avait proposé aux chefs de tous les partis un cabinet de coalition avec Malinoff à sa tête. Mais Malinoff, alors déjà, avait posé la condition de la conclusion immédiate de l'armistice avec les puissances de l'Entente, ce que le Tsar Ferdinand ne voulut pas accepter. Un peu plus tard, le Tsar Ferdinand fit des concessions. D'après un rapport de la section russe du bureau de l'Entente à Paris du 12 avril 1917, le roi chercha à entrer en relations avec l'Entente, surtout avec les Anglais et les Américains. Ces tentatives furent entreprises par différents Bulgares vivant à l'étranger.

Le rapport du chargé d'affaires russe à Paris du 11 avril ajoute textuellement ceci : « Ferdinand est prêt à tout, pourvu que le trône lui soit conservé à lui et à sa dynastie. L'Entente, c'est-à-dire la Russie et les Alliés, ne doivent pas accueillir la Bulgarie avec trop d'obligeance. On devra insister sur l'abdication du roi, en lui donnant la possibilité de sauver sa fortune et en lui promettant aussi des avantages matériels ».

Les « Isvestia » montrent ensuite comment l'initiative des pourparlers avait échappé au Tsar Ferdinand, parce que, entre temps, l'opposition bulgare d'un côté, et les socialistes de l'autre, avaient commencé à prendre contact avec quelques représentants des partis politiques des puissances de l'Entente et avec les représentants officiels de la Russie et de l'Angleterre. Il se forma, à Berne et à Genève, un comité « révolutionnaire » bulgare, qui avait pour but de susciter la révolution en Bulgarie pour rallier la Bulgarie aux puissances de l'Entente, si celles-ci voulaient garantir à la Bulgarie la satisfaction de ses ambitions nationales. Les conférences entre ce comité et l'Entente aboutirent à un accord de principe.

Nous publions ce document sans aucun commentaire, en tant que contribution utile à la compréhension de la psychologie bulgare. Déjà en 1917, les Bulgares, leur roi en tête, se préparaient donc à trahir leurs chers alliés allemands ! Il est bon qu'on le sache, pour mieux apprécier la valeur des déclarations bulgares actuelles.

La situation de la Bulgarie dans les Balkans

Dans le « Times » du 24 décembre, M. Spenser Wilkinson a publié quelques remarques intéressantes sur l'arrangement futur dans les Balkans. Parlant plus particulièrement des Bulgares, il a fait les constatations suivantes que nous jugeons utile de reproduire :

« Les Bulgares se sont fait à deux reprises les instruments des puissances centrales contre leurs propres voisins. Dans la dernière guerre balkanique, ils attaquèrent traîtreusement les Grecs et les Serbes et, dans la guerre actuelle, ils s'associèrent à tous les barbares, aux Allemands, aux Turcs et aux Autrichiens. Ils doivent leur affranchissement de la Turquie non pas, comme les Grecs et les Serbes, à leur bravoure, mais uniquement à l'ambition politique de l'ancien empire russe. Les puissances vont avoir à fixer les frontières de la Bulgarie, et la justice exige que ce pays n'embrasse pas un seul mille carré qui ne soit pas indubitablement bulgare au point de vue ethnique. La Bulgarie n'a aucun droit à un port stratégique sur la côte égéenne, et elle possède déjà ses débouchés maritimes dans la Mer Noire. Quoique son fleuve principal, la Maritza, se jette dans la mer Egée, il traverse les territoires habités par les Grecs et les Turcs, jusqu'au port grec Enos. Il serait toutefois politique de laisser à la Bulgarie cette partie de la côte qui lui a été donnée par le traité de Bucarest, depuis l'embouchure de la Maritza jusqu'au nord de l'île Thasos. Cela lui donnerait un accès à la mer Egée, et on éviterait ainsi de donner prise à l'avenir à des troubles constants. Si, dans cette région, il n'existe pas de ports de première classe, la Bulgarie doit imiter la Roumanie qui a construit Constanza et l'a reliée avec elle par voie ferrée. Il serait monstrueux de donner à la Bulgarie des territoires dont elle a été chassée par les Serbes et les Grecs. Par son attaque éminente contre ses voisins, la Bulgarie a perdu tout droit de réclamer n'importe quelle partie de la vallée du Vardar qui forme la ligne principale de communications entre la Serbie et la mer Egée. Cavalla est une ville grecque et doit rester aux Grecs ».

Choses bulgares

Dans la « Neue Zürcher Zeitung » du 22 décembre on peut lire un article amusant sur les nouvelles dispositions bulgares. L'auteur de l'article, probablement un Bulgare, qui signe des initiales A.S.A., s'efforce de prouver que la Bulgarie nouvelle, celle qui a capitulé, est toute gagnée à l'Entente. « On peut affirmer, nous assure ce Bulgare, que s'il y a dans les Balkans un peuple qui sera toujours l'ennemi des Allemands, ce sont les Bulgares qui garderont la rancune contre les Allemands pendant de longues années... Ceci est un grand avantage pour l'Entente et donne un sentiment de réconfort au sujet du sort futur de la Bulgarie et de ses relations avec les peuples voisins ». L'auteur de l'article, parlant du nouveau ministre-président bulgare Théodoroff, constate que ce ministre ne peut et ne veut s'occuper du passé, mais uniquement du présent et du futur. C'est bien probable, mais il reste à savoir si les Alliés et plus particulièrement les autres peuples balkaniques sont disposés à suivre la nouvelle Bulgarie dans cette voie assurément commode et très facile.

Le même journal zurichois publie, dans son numéro du 23 décembre, l'article de M. Albert S. Asseo, qui se dit Balkanique et qui veut prouver, lui aussi, que la Bulgarie est désormais la plus grande amie de l'Entente. « De la crise psychologique, écrit-il, que le peuple bulgare traverse en ce moment, il sortira tel que l'Entente le veut avoir ou, plus justement encore, tel que la France veut le faire. C'est ainsi que les Bulgares fixent modestement leurs regards sur la France, sans bruit et sans manifestations. Le Bulgare fait rarement des gestes, parce que son cœur agit dans le calme et intérieurement. L'Europe ne doit pas s'étonner si elle s'aperçoit demain que la Bulgarie est devenue moralement un pays français ! »

Quel cynisme !

L'Europe et le conflit italo-serbe

Le « Genevois » du 10 décembre publie l'article suivant sur la controverse italo-slave :

La conférence de Londres s'est occupée, à propos du conflit italo-serbe, d'un marchandage proposé par l'Italie. En effet, cette dernière avait demandé à l'Angleterre quelque chose de ses colonies pour renoncer à la Dalmatie. Comme l'empire britannique n'a pas de raison de céder ses possessions, on songerait à faire prolonger l'occupation italienne des territoires yougo-slaves sous le prétexte facile de « pacification ». Serait-ce donc pour cela que l'éminent ministre des Affaires Étrangères d'Angleterre, M. Balfour, vient de faire des déclarations avec des allusions qui prêtent à des interprétations inquiétantes pour les Yougo-Slaves ?

En effet, tout en exposant le programme de la prochaine Société des Nations, l'honorable ministre vient d'attirer l'attention du monde entier sur les difficultés créées par « l'organisation des nouveaux États en cours de formation dans les Balkans » et qui ne devraient pas devenir « une arène pour de nouveaux combats ». Aussi la Société des Nations devrait agir en « tuteur auprès des pays moins avancés en civilisation » et « non seulement surveiller les ambitions des grandes démocraties, mais aussi empêcher que des pays téméraires partissent inconsidérément en guerre ». Il semble bien cependant qu'une seule tutelle assurerait la paix du monde et c'est celle des pays moins avancés en moralité — quel que fût le degré de leur civilisation matérielle — des pays dont les procédés dans cette guerre laissaient à désirer.

La paix de l'Europe orientale est menacée. On ne la sauvera qu'en accordant toute confiance à cette fédération des États tchéco-slovaques, polonais, yougo-slave et grand-roumain — en train de se former — qui ont tous mérité de l'humanité en apportant par leurs sacrifices une part, peut-être décisive, dans la destruction de la domination germano-magyare dans l'Europe. Mais une puissance connue par son « égoïsme sacré » cherche à troubler cette confiance et c'est ainsi que circulent des nouvelles sur des désordres dans un des plus sympathiques de ces États, la Yougo-Slavie. Tout le monde sait que l'Italie a occupé les provinces yougo-slaves en prétextant des mêmes raisons que l'Autriche donnait à son occupation de la Bosnie : des désordres dans la population. Mais ce sont justement les procédés terroristes d'une occupation ennemie qui ont provoqué des troubles économiques et ceux-ci ne pourront cesser qu'en faisant disparaître cette occupation. En effet, tandis que le gouvernement de Zagreb envoyait plus de huit wagons de vivres pour sauver de la famine la population de la Dalmatie, les autorités italiennes « libératrices », non seulement arrêtaient ce transport, mais aussi enlevaient tout ce qu'elles trouvaient et renvoyaient le butin en Italie ! Les familles ne peuvent même pas recevoir de l'argent de Croatie, car l'envoi des couronnes autrichiennes — seule monnaie existant dans la population — est puni de sept à quinze ans de prison, et le peu d'argent que les Dalmates ont conservé ne leur vaut presque rien, puisque les autorités n'acceptent la couronne que pour quarante centimes. Le pillage est tel que ce sont les Italiens eux-mêmes qui, lors d'une réquisition à Trieste, ont attaqué des carabiniers — leurs compatriotes — et en ont tué quatre. La situation est si grave que le Conseil National de Zagreb a été obligé de télégraphier à Genève, il y a trois jours, que la « famine générale menace la population ». Et s'il y a des « bolchévistes », ce sont simplement des gens qui ne veulent pas mourir de faim — et ils sont nombreux.

Ce sont les soldats serbes dont les familles — un quart de la population déjà — meurent de faim, qui prennent des vivres à Salonique, destinés à ravitailler la Serbie, et les envoient par un long voyage en mer jusqu'en Dalmatie pour sauver une population dont les Italiens ne sont éloignés que de quelques heures de traversée et qu'ils terrorisent par la famine. Sait-on seulement que deux de ces bateaux, chargés de vivres pour la Dalmatie, ont été arrêtés en cours de route par les Italiens ? V. G.

1868) qui, au moment où le nationalisme serbe était prêt à fleurir, s'efforça de parvenir à une entente entre tous les États et nations des Balkans en vue d'une action générale contre la Turquie. Le prince Michel s'allia avec le Monténégre en 1866 ; il signa à Bucarest, en janvier 1867, avec les émigrés bulgares, un accord pour la délivrance des Bulgares et leur réunion à la Serbie ; au mois de septembre 1867, il se mit d'accord avec la Grèce ; enfin, à cette même époque, il commença à négocier avec la Roumanie. Mais la mort de ce prince, au mois de mai 1868, réduisit à néant toutes ces combinaisons dont on entrevoit néanmoins la portée considérable.

Cependant, par la force des circonstances et des événements, cette politique fut continuée. A la fin de 1868, lorsque la Turquie envoya un ultimatum à la Grèce à cause de l'insurrection crétoise, elle préparait en même temps une note à la Serbie et à la Roumanie, où elle exigeait de ces deux États, comme elle l'eût fait de ses vassaux, l'expulsion des sujets grecs de leur territoire. La Serbie et la Roumanie, qui eurent connaissance de ce projet, s'entendirent et résolurent de repousser énergiquement ce projet. En apprenant cette résolution, le gouvernement turc déclara de ne pas soumettre une pareille note à la Serbie et à la Roumanie.

Les gouvernements français et anglais pensèrent cette fois que le conflit pourrait être localisé, même si la guerre éclatait entre la Grèce et la Turquie, à condition toutefois que la Serbie restât neutre. Mais à leur demande le gouvernement serbe répondit résolument qu'en cas d'une guerre gréco-turque, la Serbie ne pourrait pas rester neutre. Sous l'impression de cette réponse, l'Angleterre et la France conseillèrent à la Turquie de ne pas provoquer de ce côté le conflit et de ne pas pousser les choses à l'extrême. A cette occasion, le représentant de la Grèce à Belgrade remercia, au nom du roi, la Serbie de l'appui moral qu'elle avait apporté à son pays.

En 1871, pendant le ministère de Coumoundouros, qui fut partisan d'un rapprochement des plus étroits avec la Serbie, les liens entre les deux pays se resserrèrent davantage. Certaines négociations furent même menées, à ce moment, en vue d'une action, mais

on ne put arriver à un résultat favorable, parce que, suivant le gouvernement d'Athènes, les finances grecques étaient tout-à-fait épuisées.

Quelques années après, lorsque la Serbie entra en guerre contre la Turquie, la Grèce resta neutre, malgré l'avis de certains hommes d'État serbes qui estimaient qu'elle était, en cette circonstance, formellement tenue d'intervenir.

(A suivre.)

« Les orphelins serbes » de M. Hedley

Il est des cas où nous avons besoin d'un temps considérable pour connaître les choses, les mettre au point et pénétrer leur valeur intrinsèque. Si, d'une part, la connaissance tardive nous apporte les inconvénients et notre impuissance à faire éclater la vérité aux yeux des autres nous blesse, la révélation finale d'autre part, nous apporte tout de même une consolation et une satisfaction morale.

Il en est ainsi pour les « orphelins serbes », de M. Hedley, distingué sculpteur anglais dont le nom est bien connu de la colonie serbe à Genève. Inspiré par le malheur de la Serbie injustement attaquée et cruellement éprouvée par la retraite, M. Hedley a fait une œuvre où sa sympathie pour notre peuple se révèle d'une manière ardente et touchante. Mais ce qui est à remarquer, c'est que la solution du problème entrevu n'est pas en harmonie avec l'idée de l'homme dans sa grandeur morale souffrant pour un idéal élevé. M. Hedley a été trop saisi par son sujet, par sa détresse. Il l'a compris, il l'a touché et il a souffert de la souffrance physique au lieu d'en faire une conception symbolique. « Les Orphelins Serbes », dans leurs premières conceptions expriment une pitié de l'innocence, une indignation et une révolte contre les oppresseurs séculaires de notre

race. En un mot, c'est la cristallisation d'un fait concret dont l'idée évocatrice a été sacrifiée.

Un examen minutieux de notre âme, de nos luttes nationales, et particulièrement des derniers exploits légendaires par lesquels l'armée serbe a restauré la grandeur de notre tragédie nationale, a permis à M. Hedley de se faire une idée plus précise de notre race et d'éprouver des impressions nouvelles. C'est avec les sensations neuves et les sentiments dont j'ai parlé, qu'il prit la courageuse initiative de refaire une œuvre qui nous a émus.

Le peuple serbe souffre vaillamment parce qu'il vit pour un idéal humanitaire qui consiste à libérer ses frères impitoyablement mis à l'épreuve depuis des centaines d'années. Si les souffrances morales et les endurance continues rendent lourde l'existence de notre peuple, elles sont néanmoins la preuve de la solidarité morale de notre race vis-à-vis de l'humanité. Et si le peuple serbe a osé se dresser sans hésiter contre la domination et les appétits insatiables de la race germanique malgré le désastre inévitable et fatal dont il a été menacé et qu'il a subi, c'est parce qu'il était certain que la conscience humaine des peuples civilisés voudrait et saurait lui venir en aide.

M. Hedley nous l'a révélée. Sa nouvelle œuvre refaite présente plus les orphelins errants et chassés de leurs foyers, cherchant la consolation dans la protection des soldats héroïques, mais c'est la Serbie entière qui, malgré les défaillances et les crises douloureuses, se tourne vers l'humanité et semble lui dire que tous les sacrifices exigés ne lui paraîtront pas amers au jour de son triomphe.

Nous félicitons M. Hedley de la peine qu'il a prise pour nous mieux connaître, pour fixer le sens de notre tragédie et de l'exprimer sous une forme aussi parfaite.

M. Hadjitch.

L'opinion publique britannique et les relations italo-sudslaves

M. Arthur Evans publie dans le « Manchester Guardian » du 24 décembre un exposé très clair de l'état des rapports italo-sudslaves. Il s'occupe plus particulièrement de la façon étrange et nettement hostile aux Sudslaves dont les Italiens se comportent dans les territoires de la Dalmatie et de l'Istrie occupés provisoirement par l'armée italienne. De cet article très instructif, nous détachons quelques passages qui contiennent une appréciation générale de la politique de l'Italie officielle envers les Slaves du Sud.

« On ne peut pas, écrit M. Evans, insister assez sur le fait que la situation actuelle désespérée est le résultat direct de l'abandon délibéré de cet accord amical conclu entre les peuples italien et sudslave, par l'intermédiaire de leurs représentants au Congrès des nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie, tenu au Capitole à Rome le 8 au 10 avril 1918, sur l'invitation du ministre-président italien... Le pacte de Rome a été publiquement accepté par M. Orlando et il a reçu aussi l'adhésion de tous ses collègues. Même le baron Sonnino, quoiqu'il eût refusé d'assister au Congrès, a consenti à envoyer un message aux membres du Congrès dans lequel il disait que tous les ministres italiens approuvaient leurs résolutions.

Le véritable objet de cet accord consistait à remplacer le traité secret de Londres qui est contraire sur tous les points aux principes de la libre détermination des peuples. Les représentants slaves qui craignaient toujours que l'auteur de ce document sinistre n'essaie de le faire revivre, ne se sont décidés à aller au Congrès qu'après avoir reçu des assurances formelles que le traité de Londres serait considéré comme caduc si l'on arrivait à conclure un pacte de conciliation... Il n'est pas besoin de démontrer ici l'attitude hostile du baron Sonnino qui se reflète encore aujourd'hui dans la liberté laissée à la presse nationaliste italienne de poursuivre sa campagne de rancune contre les Slaves du Sud. On se rappelle aussi l'arrestation et l'internement, à deux reprises des délégués slaves venus en Italie pour conclure un arrangement concernant la remise de la flotte austro-hongroise; on n'a pas oublié non plus les pourparlers secrets avec l'Autriche-Hongrie, l'internement de ces troupes sudslaves qui ne s'étaient rendues que pour combattre sur d'autres fronts avec les Alliés, et enfin la pression exercée par le gouvernement italien sur les puissances alliées pour qu'elles ne reconnaissent pas le gouvernement sudslave. Lorsque les gouvernements britannique et français firent la déclaration publique du mois de septembre dernier relative à leurs sympathies pour la cause de l'union nationale sudslave, la politique du ministère des affaires étrangères italien se manifesta d'une façon ouverte. Ce ministère insista auprès des Alliés sur la lettre de leur engagement et demanda sa livre de viande. Il exigea, en d'autres termes, que l'on reconnût de nouveau la validité du traité de Londres. Ce document metternichien supposait l'existence d'un puissant empire austro-allemand sur les rives de l'Adriatique et impliquait des conditions qui appartiennent maintenant à un monde disparu. Mais quoique ce traité ait été rendu caduc de facto par l'adhésion publique des ministres italiens au pacte de Rome, notre diplomatie, par une négligence étrange des occasions fournies, n'a pas su profiter de ces déclarations. Il s'ensuivit nécessairement que la seule réponse officielle qui put être donnée au baron Sonnino fut que les gouvernements français et britannique « respectaient leur signature ».

Le traité de Londres est cependant un accord purement unilatéral et qui ne concerne que les trois gouvernements intéressés ayant pour objet une propriété à laquelle les puissances signataires du traité n'ont aucun titre. Par sa nature même, ce traité ne possède donc pas de validité internationale. Il a été tenu secret (sur la demande du gouvernement italien) non seulement pour les Slaves du sud, mais aussi pour notre allié serbe dont il affectait si gravement les intérêts. Le prince Alexandre de Serbie en acceptant tout récemment la régence royale de tous les peuples sudslaves a très justement fait la remarque que le nouveau royaume uni n'était nullement engagé par ce traité et qu'il s'opposerait de toute sa force à l'exécution de ses clauses qui menacent l'intégrité de ses frontières nationales légitimes.

« Dans le pacte de Rome on avait convenu que les noyaux d'Italiens et, inversement, les noyaux de Slaves qui seraient

englobés dans les territoires respectifs recevraient toutes les garanties pour le libre usage de leur langue et pour le maintien de leurs mœurs nationales. Par cette clause, les intérêts de la population dalmate qui parle l'italien étaient parfaitement protégés, et on doit faire la remarque que les annexions que l'Italie se propose d'accomplir en Istrie, à Gradisca et Goritza, amèneront une très nombreuse population slave dans le cadre de l'Italie, ce qui donnera aux Yougoslaves un titre égal à l'irréductibilité. Même si l'Italie n'obtenait rien du tout dans l'Adriatique, elle se serait assurée un grand avantage par sa participation à la guerre à côté des Alliés. Elle reprend Trente qui a été pendant longtemps une épine autrichienne au centre de son territoire du nord. Elle avance sa frontière septentrionale jusqu'au défilé du Brenner, en obtenant ainsi une amélioration immense de sa position défensive. Ajoutez-y encore la possession de Trieste, port commercial d'énorme valeur, et de Pola, qui est la station navale de l'Autriche, avec les territoires environnants qui, de fait, sont habités par un peuple de race non italienne. Plus que cela, l'Italie acquiert une autre clé de l'Adriatique dans le port albanais de Valona. Par conséquent, il est difficile de voir comment l'Italie peut être menacée dans l'Adriatique au point de vue naval.

Sa prédominance, en comparaison de l'Etat yougoslave, sera énorme. Sa population, même avant la guerre, s'élevait à trente-six millions et comprend maintenant de plus la population des provinces nouvellement acquises.

La population de l'Etat sudslave sera à peu près de douze millions. L'Italie en réalité est aujourd'hui complètement dépourvue de son ancienne peur de l'Autriche; elle n'a plus pour voisin un empire puissant, mais un Etat nouveau et relativement faible. Elle n'a pas non plus aucune raison de craindre l'éventualité que cet Etat pût servir un jour d'avant-poste au grand empire slave de la Russie. Ce danger, qui était une possibilité en 1915, n'existe plus aujourd'hui.

Par conséquent, la situation actuelle est telle que l'Italie n'a rien à craindre en faisant des concessions à l'Etat sudslave.

Au contraire, elle a tout à gagner en s'assurant l'amitié de ce nouveau voisin. Ses nombreux amis en Grande-Bretagne espèrent qu'elle saura faire le choix juste.

La Dalmatie à ses amis

Les Français à Dubrovnik (Raguse)

Le 29 novembre 1918 est arrivé à Dubrovnik (Raguse) le premier bataillon français. Il fut accueilli avec le plus grand enthousiasme par la population de la ville. Le colonel Debievre, qui se trouvait à la tête du bataillon, fut salué à son entrée dans la ville par le capitaine serbe, M. Milan VI. Georgévitch, qui exprima, au nom des soldats serbes, sa profonde gratitude aux héros français venus encore une fois au secours des Serbes: « Le peuple des Serbes, Croates et Slovènes, dit-il, sait ce qu'il doit à la noble France et les soldats serbes connaissent ceux qui pendant quatre ans versèrent leur sang précieux sur les champs de bataille macédoniens. Gloire à nos frères d'armes français, gloire à la France aujourd'hui plus grande que jamais! »

Le colonel Debievre, visiblement ému, remercia chaleureusement la population et les soldats serbes de leur accueil si cordial et touchant. Il raconta comment les soldats français, dans toutes les villes et dans les plus petits villages, avaient été portés en triomphe par les habitants. Il ajouta qu'à Dubrovnik (Raguse) aussi, ils se sentent aussi comme chez eux et il se dit heureux d'avoir combattu pour la délivrance de la Serbie et pour la réalisation de ses idéals. « Aujourd'hui est réalisé, dit-il, le rêve des empereurs serbes Douchan et Lazare et je suis heureux d'avoir pour tâche la consolidation, avec l'armée serbe, du nouvel état de choses. »

Il salua ensuite le volontaire français de 1871, le roi Pierre de Serbie, le prince héritier Alexandre, commandant en chef des armées serbes, ainsi que le peuple serbe. Puis il serra cordialement la main au capitaine Georgévitch, tandis que la musique exécutait l'hymne serbe « Bojé Pravdé ».

Tout le monde était ému de voir les fils de ce grand peuple, qui donna un refuge fraternel aux Serbes en exil, ces héros de la Marne qui sauvèrent la liberté du monde.

Ce fut M. le Dr Péro Tchingria, maire de Raguse, qui salua les soldats français au nom de la ville. Il dit: « Dubrovnik est heureux de recevoir dans ses

murailles antiques la glorieuse armée du peuple français. Nous voyons en vous les porteurs de la liberté, du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, qui servira de base à l'Europe nouvelle. Nous sommes convaincus que le droit d'auto disposition ne sera pas pour nous une vaine parole. Vous arrivez juste au moment où notre liberté et notre peuple sont de nouveau menacés. De quel côté vient le danger, inutile de vous le dire. Pendant que nous nous inclinons devant le drapeau de la grande République française, immortalisé par la gloire, nous ne pouvons pas nous abstenir, en ce moment historique, de formuler devant vous une demande énergique, celle de respecter l'intégrité de l'Etat serbo-croato-slovène et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Vive la glorieuse armée française! Vive la Yougoslavie! »

Le colonel Debievre remercia en disant qu'il comprend très bien nos préoccupations et nos inquiétudes, et que nous pouvons être sûrs qu'il prêtera le plus grand appui à l'armée serbe en vue de la réalisation de l'unité des Serbes, Croates et Slovènes.

Devant la mairie, M. le Dr Stankovitch prononça en français le discours suivant:

« A Raguse, vous y étiez il y a déjà cent ans, lorsque après Venise vint le tour de cette ancienne République de baisser pavillon. La route, que vous avez parcourue de Gravose jusqu'ici, c'est vous qui l'avez bâtie: rien n'a été changé et c'est bien conforme aux lois de l'insondable Providence, que vous veniez par le même chemin après tant d'années pour crier à l'âme accablée de cette Athènes slave: « Lève-toi, ô ville Pétrie, voilà la France libératrice des opprimés, qui vient te prendre sur ses genoux et recevoir de toi comme une sœur aînée un tendre baiser de reconnaissance et d'admiration. »

Il fallait que la France devienne le théâtre sanglant de tant de scènes tristes et qu'on y éprouve jusqu'au désespoir le sentiment le plus noble d'une nation, pour que le fruit paisible de la victoire fasse ressusciter le grand monde des petits et des opprimés. Dans la bataille de la Marne, lorsque vous avez arrêté ces torrents qui allaient inonder la France, vous avez sauvé non seulement votre patrie, mais aussi l'Europe tout entière.

Pour vous qui avez secouru la Serbie écrasée, éprouvée, qui avez lutté avec ses soldats et lui avez assuré — comme à des héros dignes de la liberté — votre estime, nous restons à jamais pleins de reconnaissance et de gratitude!

Envers une telle nation, soyez sûrs, Messieurs et vous vaillantes troupes françaises, que cette ancienne Athènes slave ne peut ressentir que l'affection la plus tendre, qui s'exprime dans une prière toute spontanée et radieuse:

Toi, ô France! assiste-nous comme une sœur aînée dans nos premiers pas vers la réalisation du but pour lequel nous avons lutté, souffert, et qui doit permettre de s'affirmer en Etat libre au grand monde yougoslave des Serbes, Croates et Slovènes, union adorée que caressait déjà il y a quatre cents ans un fils de Raguse.

Vive la France, la noble, la douce France!

Gloire aux héros de la France tombés en luttant pour la civilisation!

Le dossier noir bulgare

Les horreurs bulgares

Dans la revue britannique « The Common Cause » du 14 décembre, une personne à la tête de l'hôpital des femmes de Scotland en Serbie, Mme Green, publie une correspondance très intéressante sur le travail formidable accompli par les infirmières américaines et anglaises dans les villes libérées de la Serbie. Mme Green parle, en outre, des souffrances terribles endurées par la population serbe pendant l'occupation bulgare et elle donne quelques détails sur la manière abominable dont les Bulgares se sont comportés en Serbie.

« Nous travaillons ferme, écrit-elle, et les souffrances et les privations de toutes sortes autour de nous sont vraiment terribles. Un pauvre officier serbe a été amené l'autre jour chez nous sans connaissance. Rappelé à lui, il insista pour être autorisé à partir immédiatement pour Uscub. Son état ne permettait pas du tout le déplacement. Moi et le Dr Emslie fîmes tout notre possible pour le persuader de différer son voyage de quelques jours. L'officier nous raconta alors sa triste histoire: Comment il était rentré en Serbie, le cœur plein de joie, avec l'espoir de revoir, après trois ans de séparation, sa femme et ses petits enfants dans sa petite maison qu'il aimait tant, et comment il avait trouvé sa maison entièrement brûlée; sa femme et ses enfants avaient été pendus par les Bulgares. Il nous a as-

suré qu'il était bien loin d'être le seul parmi les officiers à avoir partagé le même sort. « Beaucoup de mes camarades, ajouta-t-il, se suicidèrent ou devinrent fous, mais moi je veux regagner mon régiment. Je ne suis pas du tout malade d'une maladie guérissable, mais mon cœur est brisé et je ne me sens plus aucune envie de vivre. »

Le truc d'un Bulgare!

Un Bulgare anonyme a prié la rédaction du « Journal de Genève » de publier sa lettre (no du 8 janvier) où il met en garde le public contre les nouvelles concernant les atrocités commises par les Bulgares en Serbie occupée et en Grèce, disant que la Bulgarie n'est pas, actuellement, en mesure de se défendre. Or, il est utile de rappeler que les documents sur les atrocités bulgares se trouvent en majeure partie dans la presse bulgare, comme le livre du Dr Kuhne: « Les Bulgares peints par eux-mêmes » le démontre pour tout homme objectif. L'enquête faite en ce moment en Serbie, par une commission internationale, fournira d'autres preuves. Le truc du faux Russa Bechirovsky, alias Strezoff, n'y changera rien. Les coupables n'échapperont pas au châtimement.

Les conférences de M. Pétrovitch sur la poésie nationale serbe

Mercredi soir à l'Aula de l'Université de Genève, M. Svetislav Pétrovitch, professeur au premier lycée de Belgrade, a donné sa première conférence sur la poésie populaire serbe.

Le conférencier a été introduit par M. Bernard Bouvier, qui, dans une brillante improvisation a évoqué l'image de la Serbie glorieuse, de ses héros et de ses martyrs dont le souvenir avait aidé à former l'âme du peuple. Rappelant le rôle que la jeunesse intellectuelle a joué durant cette guerre, il souligna la grande valeur des forces intellectuelles à notre époque. Il dit que leur importance ne fera que croître durant la période d'après-guerre qui aura à procéder à la reconstruction sociale et à l'établissement de l'ordre nouveau. Puis, il montra ce que l'école a donné à l'univers dans les figures puissantes d'un Wilson et d'un Masaryk.

Il rappela également les liens intellectuels unissant la Serbie à la Suisse et insista sur le fait que ce fut Genève qui dota l'Université de Belgrade de ses meilleures forces, la plupart des professeurs et le recteur de cette Université étant d'anciens élèves de l'Académie de Genève.

Enfin, M. Bouvier parla en termes élogieux de notre journal, le seul organe serbe en français paraissant à l'étranger, et de ses rédacteurs.

Nous sommes fiers de tels éloges, venant d'une des gloires universitaires helvétiques et nous serions bien heureux de les mériter tous.

Au cours de son allocution, la voix de M. Bouvier s'anima; sa parole prit un accent d'émouvante sincérité qui produisit une profonde impression sur l'auditoire.

Les Serbes, qui étaient en grand nombre présents à cette conférence, se souviendront toujours des paroles de sympathie que M. Bouvier, grand et sincère ami de la Serbie, adressa à leur pays.

La conférence de M. Pétrovitch a été des plus intéressantes. Tour à tour sérieuse et amusante, elle a été surtout très instructive. Tout ce qui révèle l'âme nationale, les caractères, les coutumes, tout cela se trouve condensé dans la poésie populaire serbe que M. Pétrovitch a su présenter au public suisse de façon captivante. Cette poésie populaire, c'est le récit vibrant de l'histoire serbe dont Lamartine disait autrefois qu'elle devrait se chanter et non s'écrire. C'est un poème qui s'accomplit encore. (Lamartine: Voyage en Orient.)

En termes touchants et pleins de délicatesse, le conférencier a exposé les différentes phases de l'histoire de l'épopée nationale. Les légendes des héros populaires si émouvantes ont été racontées par lui, avec un charme intime et doux.

Dans la première partie de sa conférence, M. Pétrovitch a parlé de la poésie héroïque, dans la seconde de la poésie féminine des « Chansons des Femmes », qui sont d'une tendresse et d'une simplicité ravissante.

Le succès de cette première conférence fut complet. Aussi l'orateur a-t-il été vivement applaudi.